

## FAITS SAILLANTS

- Après les fortes pluies d'octobre et novembre, une recrudescence de l'épidémie a été constatée particulièrement dans les départements de l'Artibonite, du Nord, du Nord-ouest, de la région métropolitaine de Port-au-Prince et du Sud-est ;
- Les personnes retournées de la République Dominicaine sont affectées par une vague de diarrhée aiguë incluant des cas de choléra ;
- Les déplacés du séisme continuent de vivre dans des conditions extrêmement difficiles. L'accès aux infrastructures d'eau potable, assainissement et hygiène constituent leur principal souci ;
- Environ 3 millions d'Haïtiens ont des difficultés à combler leurs besoins alimentaires de base.



## Au sommaire

Epidémie de choléra P.1

Situation binationale P.2

Gestion des camps P.3

Sécurité alimentaire et nutrition P.5

## Epidémie choléra : le niveau de réponse d'urgence doit être maintenu et renforcé

### La tendance est à la hausse au cours des deux derniers mois

En dépit de nombreux efforts consentis par le gouvernement haïtien et ses partenaires internationaux, les autorités sanitaires signalent une augmentation du nombre de cas de choléra pour le mois de novembre. En effet, du 22 au 28 novembre (48<sup>e</sup> semaine) 1093 nouveaux cas et 13 décès institutionnels ont été signalés contre seulement 268 nouveaux cas et 1 décès pour la 38<sup>e</sup> semaine (du 13 au 19 septembre).

Les départements de l'Artibonite, du Nord, du Nord-ouest, de la région métropolitaine de Port-au-Prince et du Sud-est sont les plus affectés et enregistrent respectivement 227, 164, 152, 149 et 101 nouveaux cas.

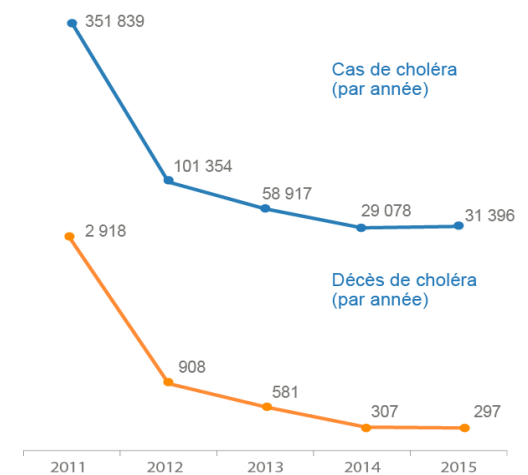
Cette situation est tributaire de nombreux facteurs notamment les fortes pluies d'octobre et de novembre qui ont favorisé la transmission de la maladie et les difficultés récurrentes d'accès aux services d'eau potable, assainissement et d'hygiène dans les communautés vulnérables particulièrement les camps de déplacés du séisme, les communes reculées et les sites temporaires habités par les personnes retournées de la République Dominicaine.

En appui aux autorités sanitaires nationales, les organisations internationales ont renforcé les activités de réponse notamment le renforcement des Unités de traitement de choléra, la distribution de matériel EPAH (Eau potable et assainissement) et la décontamination des maisons affectées. D'autant plus que les équipes mobiles (EMIRAs), du Ministère de la santé publique et de la population (MSPP) continuent à assurer la réponse communautaire dans les zones les plus affectées.

### Le renforcement de la mobilisation indispensable à la poursuite de la lutte contre l'épidémie

Depuis 2011, les autorités sanitaires ont constaté une diminution graduelle de l'épidémie de choléra passant de 351 839 nouveaux à 29 078 en 2014. Toutefois, en dépit des résultats satisfaisants enregistrés au début de l'année, 2015 s'apprête à s'achever par une augmentation du nombre des nouveaux cas comparé à l'année dernière. En effet, le MSPP signale que 31 396 (jusqu'au 28 novembre) ont été enregistré contre 29 078 pour

Nombre de cas et de décès de choléra enregistrés depuis 2011



Données enregistrées jusqu'à la 48<sup>e</sup> semaine épidémiologique de 2015. Source: MSPP

## CHIFFRES CLES

Nb. de déplacés dans les camps  
Source: DTM, Juin 2015

60 801

Nb. cumulatif de cas suspects de choléra (1<sup>er</sup> janv. au 28 nov. 2015)  
Source: MSPP

31 396

Nb. de décès dus au choléra (1<sup>er</sup> janv. à 28 nov. 2015)  
Source: MSPP

297

*Le renforcement de la lutte contre le choléra, particulièrement dans les zones à haut risques, est un engagement continu des Nations Unies et de ses partenaires.*

l'année 2014. Ce qui renforce les préoccupations des autorités sanitaires et ses partenaires internationaux.

De ce fait, la réponse à l'épidémie de choléra continue d'être une priorité humanitaire. Le pays doit continuer à mobiliser les ressources indispensables à la poursuite de la mise en œuvre du plan d'élimination de la maladie. Les acteurs humanitaires engagés dans la lutte contre le choléra estiment que 19,8 millions de dollars seront nécessaires pour soutenir les efforts du gouvernement haïtien et ses partenaires visant à réduire le taux de mortalité lié au choléra ainsi que contrôler l'incidence annuelle en empêchant la transmission de l'épidémie.

## Situation binationale : le choléra sévit à Anse à pitres

### Les personnes retournées et déportées de la République Dominicaine sont les principales affectées

*La communauté humanitaire continue la mobilisation des ressources afin d'appuyer les efforts du gouvernement visant à apporter une aide d'urgence aux personnes retournées de la République Dominicaine*

La flambée de choléra qui sévit à Anse à pitres depuis la fin du mois d'octobre inquiète les acteurs humanitaires qui interviennent dans cette commune ayant reçu une grande quantité de personnes en provenance de la République Dominicaine. Des données officielles ne sont pas encore communiquées par les autorités sanitaires nationales sur cette situation. Toutefois, le médecin communal d'Anse à pitres, Dr Lamartine Pierre Fils, signale que plus de 200 cas de diarrhée aigüe incluant des cas de choléra et une dizaine de décès ont été constatés entre le 20 octobre et le 23 novembre. Des cas de choléra ont également été enregistrés sur l'autre côté de la frontière en République Dominicaine menant à une augmentation des mesures de contrôle à la frontière. La majorité des cas sont signalés dans les sites spontanés hébergeant près de 3 000 personnes installées dans des conditions extrêmement difficiles.



Des enfants retournés de la République Dominicaine jouent dans un camp à Anse à pitres. Crédit photo : OCHA Haïti

Les acteurs humanitaires qui interviennent dans la commune alertent sur les conditions sanitaires difficiles dont vivent les résidents de ces sites. Les infrastructures sanitaires de la zone sont largement insuffisantes pour répondre aux besoins des milliers d'habitants et des résidents des sites. D'autant plus, que la commune d'Anse à pitres, est l'une des communes du Sud Est frappée par la sécheresse ayant aggravé la situation d'insécurité alimentaire existante.

Ces personnes installées dans des sites temporaires près de la frontière vivent dans le besoin de l'assistance humanitaire et de protection, en particulier, la détermination de leur statut juridique en Haïti. Le Haut-Commissariat des réfugiés (HCR) poursuit le processus d'enregistrement des personnes en risque d'apatridie à Parc Cadeau.

### La réponse de la communauté humanitaire en appui aux autorités locales

Face à cette situation, plusieurs acteurs humanitaires dont OIM et OCHA ont accompagné le coordonnateur humanitaire, Mr Mourad Wahba, dans le cadre d'une mission conduite dans la commune d'Anse à pitres le 23 novembre dernier. L'objectif de la mission était d'évaluer la situation humanitaire de la zone et particulièrement celle de l'épidémie de choléra. La communauté humanitaire s'active à apporter une réponse coordonnée à la situation.

Depuis le début de l'épidémie dans la zone, deux Unités de traitement du choléra (UTC) ont été installées à Anse-à-Pitres et à Banane. Les acteurs humanitaires ont mené des interventions dans les secteurs EPAH (Eau potable, assainissement et hygiène) incluant notamment la sensibilisation des habitants aux bonnes pratiques d'hygiène et la

distribution des kits d'hygiène et de traitement de l'eau dans les communautés affectées. Ces initiatives viennent supporter les efforts des autorités sanitaires de la commune afin de réduire la propagation de la maladie.

Les Unités de traitement de cholera (UTC) de la commune continuent de fournir des soins aux patients atteints de diarrhée aiguë ou de choléra. Toutefois, le transport des patients jusqu'aux UTCs est difficile en raison des mauvaises conditions de la route, certaines sections communales reculées touchées ne sont accessibles que par la mer et il faut du temps pour atteindre la population là-bas.

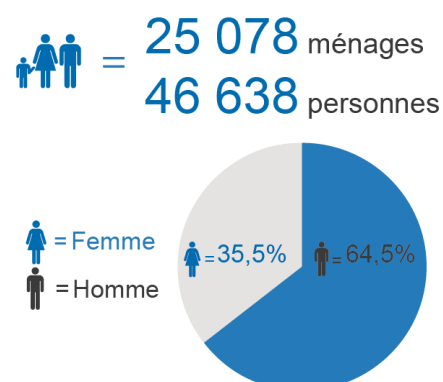
Par conséquent, des besoins sont à couvrir en termes de logistique (transport des personnes malades, ouverture de points de réhydratation orale, etc.), de soutien à la formation des officiers de police présents sur les sites temporaires, de renforcement de la surveillance épidémiologique et la réponse communautaire et de la mise en place d'installations EPAH sur les sites.

### Le rapatriement des personnes de la République Dominicaine renforce les préoccupations humanitaires

Alors que beaucoup de communes du département du Sud-Est affectées par une situation de sécheresse doivent faire face à cette recrudescence de l'épidémie de choléra, le processus de rapatriement des personnes de la République Dominicaine continuent de renforcer les préoccupations des acteurs humanitaires dans le pays. En effet, beaucoup de communes de ce département sont actuellement en situation de crise alimentaire, d'après CNSA et FEWS Net. Cette combinaison de facteurs augmente la vulnérabilité de la région.

Selon le dernier rapport de situation publié par l'Organisation internationale des migrations (OIM), le 27 novembre, 25 078 ménages représentant 46 638 personnes interrogées sur une base volontaire ont rapporté avoir retourné de la République Dominicaine depuis juin 2015. Ceci ne constitue qu'une partie de la population totale retournée. Parmi eux, 691 sont des présumés mineurs non accompagnés et 9 340 personnes ont été officiellement retournées ou déportées dans les trois points de Ouanaminthe, Malpasse et Belladères passage frontaliers officiels et ont été volontairement enregistrées.

Information globale sur les personnes arrivées:



## Camps de déplacés : les conditions d'assainissement se détériorent

Une visite d'évaluation conduite par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) le 12 novembre dernier a fait état d'une détérioration accrue des conditions d'assainissement dans les camps de déplacés. Réalisé dans le camp Méga 4, cette visite a permis de faire un diagnostic sur les infrastructures EPAH (Eau potable, assainissement et hygiène) et l'exposition aux risques en termes de protection des personnes déplacés.

Dans ce camp qui héberge environ 4 250 personnes extrêmement vulnérables, les infrastructures EPAH (blocs sanitaires, station de lavage des mains, réservoirs d'eau) existant sont en très mauvais état par manque d'entretien, non vidangés et dégradés sous la pression des pluies. Installés au beau milieu des camps, les 6 blocs sanitaires (douches et toilettes) sont excessivement sales et ne sont pas entretenus depuis plus de 8 mois les rendant presque inutilisables.



*En attendant la fermeture définitive des camps de déplacés, il s'avère important de maintenir un minimum de services de base dans les 45 camps restants*



La directrice régionale d'OCHA, Me Wendy Cue, accompagnée de Justine Dédé, chargée des Affaires Humanitaires à OCHA Haïti, lors de la visite du camp Mega 4, le 12 novembre 2015. Crédit photo : OCHA Haïti

En plus de leur mauvais état, ces blocs sanitaires sont largement insuffisants pour l'ensemble des familles qui vivent dans le site et largement en dessous des standards internationaux qui préconisent une fréquentation de 50 personnes par latrine. Ce qui contraint les personnes à pratiquer la défécation à l'air libre.

Les stations de lavage des mains fonctionnelles sont de plus en plus rares dans les sites alors qu'il n'y existe plus aucune organisation qui procède à la distribution de savons et des produits de traitement de l'eau. Tous ces facteurs contribuent à créer un environnement insalubre, très propice pour la propagation des maladies hydriques. Cette situation préoccupante est également attribuable au retrait progressif des organisations humanitaires et à la stratégie de fermeture globale des sites de déplacés.



Un enfant marche au milieu d'un camp de déplacés.  
Crédit Photo : OCHA Haïti

A côté des mauvaises conditions d'hygiène, beaucoup de camps de déplacés sont situés dans des endroits à haut risques d'inondations. Une situation qui pourrait faciliter la propagation de l'épidémie de choléra. Au camp Méga 4, les autorités sanitaires ont enregistré une vingtaine (20) de cas de choléra par mois bien avant les périodes de flambées constatées au cours du mois de novembre 2015.

OCHA appelle à des actions urgentes dans les trois domaines suivants : 1) l'accès à l'eau potable, à l'assainissement, 2) la mise en place des activités socioéconomiques de relèvement au profit des familles, 3) l'accès aux traitements médicaux au profit des personnes affectées par le choléra. OCHA estime que seulement au camp Méga 4, près d'un million de dollars serait nécessaire pour conduire ces activités.

Environ 60 000 personnes vivent encore dans 45 camps de déplacés dans des conditions de vie extrêmement difficile, la communauté humanitaire met tout en œuvre pour trouver des ressources financières adéquates afin de finaliser le processus de relocalisation de ces personnes. Un montant de 20 millions de dollars a été accordé par le Canada à l'Organisation internationale des migrations (OIM) pour mettre en œuvre ce projet.

*Les familles les plus vulnérables pourraient tomber en situation de crise alimentaire si des initiatives ne sont pas mises en œuvre au tout début de l'année prochaine avant la prochaine récolte*

## Sécurité alimentaire : les familles pauvres ont besoin d'assistance immédiate

### 30% de la population en Haïti continuent d'avoir des difficultés à satisfaire leurs besoins alimentaires de base

La situation de l'insécurité alimentaire en Haïti s'est aggravée au cours des derniers mois grâce à la convergence de multiples facteurs combiné aux causes structurelles (insécurité foncière, absence de systèmes d'irrigation efficaces et entretenus, érosion ...) qui caractérisent l'agriculture haïtienne. Les effets de la sécheresse et la hausse des prix des produits alimentaires de base ont particulièrement affectés les ménages les plus pauvres. En effet, les dernières estimations de la CNSA (Coordination nationale de la sécurité alimentaire) font état d'environ 3 millions d'Haïtiens qui ont des difficultés à combler leurs besoins alimentaires de base. Les prévisions actuelles indiquent que le nombre de personnes en insécurité alimentaire pourrait atteindre 3,7 millions de personnes d'ici à mai 2016 si rien n'est fait.



Des mères accompagnées de leurs enfants malnutris dans un centre de traitement. Crédit photo : OCHA Haïti

Ainsi, avec la tendance à la hausse des prix des aliments de base, combiné à la dépréciation de la monnaie locale (1 dollar américain s'échange contre environ 56 gourdes), les familles ont tendance à recourir à des stratégies de survie comme la vente de bétail immature, la coupe d'arbres dans des zones fragiles et, souvent, la réduction du nombre de repas quotidiens.

La CNSA estime qu'environ 820 000 personnes vivent dans l'insécurité alimentaire sévère. Il

s'agit d'une augmentation comparé à l'année 2014 où 600 000 personnes se trouvaient dans cette catégorie. La situation pourrait bien empirer si des initiatives d'urgence et de redressement structurel ne sont pas mises en œuvre au tout début de l'année prochaine avant la prochaine récolte. Si rien n'est fait, il y a des risques énormes pour que ces 820 000 personnes en situation de crise (Phase 3) tombent en situation d'urgence humanitaire correspondant à la phase 4 de l'IPC (échelle de valeur indiquant les phases d'insécurité alimentaire).

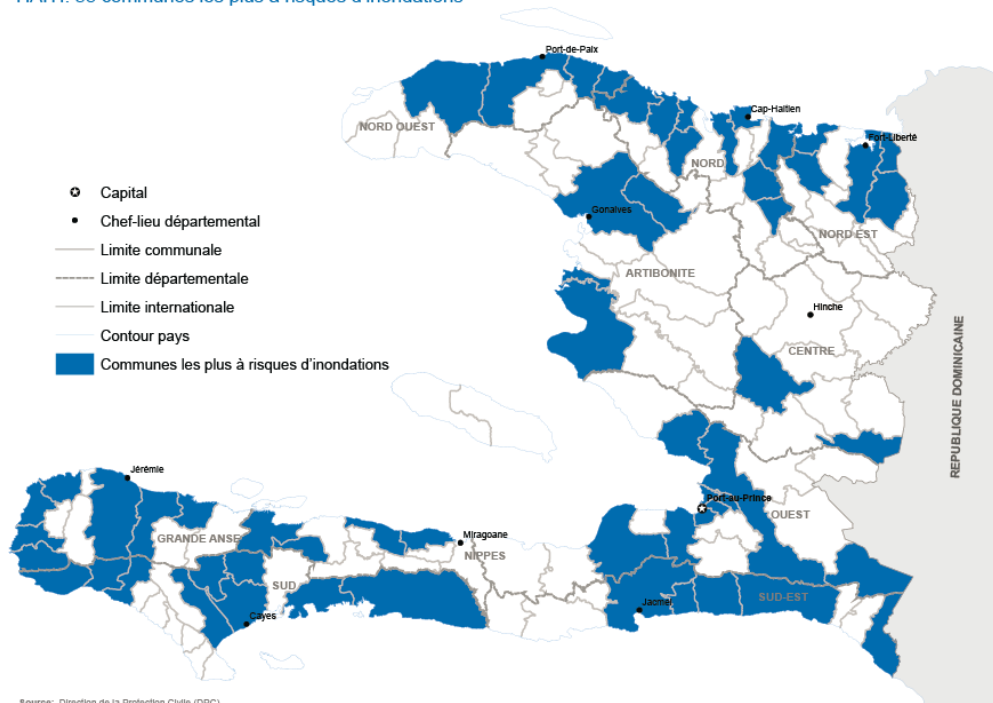
En 2015, une saison des pluies irrégulière a exacerbé les conditions déjà désastreuses dans plusieurs parties du pays, en particulier dans les départements du Nord-ouest, de l'Artibonite, du Centre, du Sud, et du Sud-Est. Selon un rapport de la Coordination nationale de la sécurité alimentaire (CNSA), la récolte de printemps, qui représente plus de 50 pour cent de la production annuelle nationale, est tombée en dessous de la moyenne, avec des pertes allant jusqu'à 60 pour cent.

Les partenaires humanitaires s'activent à répondre en fournissant une aide alimentaire d'urgence incluant entre autres le renforcement de la surveillance nutritionnelle au niveau communautaire, la gestion du programme de malnutrition aiguë et sévère, ainsi que l'amélioration de l'accès aux programmes d'aide alimentaire et d'alimentation scolaire. À côté des initiatives touchant l'aspect structurel, les 820 000 personnes les plus vulnérables doivent bénéficier des initiatives de secours tels que la distribution alimentaires ciblées ; la distribution de semences, bétail, des outils et d'autres intrants agricoles ; la mise en œuvre des activités de Cash-for -Food et Cash-for -Work ; l'accès aux systèmes de coupons alimentaires dans les zones les plus affectées.

## Haïti reste très vulnérable aux effets du phénomène météorologique d'El Nino

Près de la moitié de la population haïtienne est considérée comme vulnérable et exposée à des risques hydrométéorologiques. Parmi ceux-ci, 2,8 millions de personnes vivant dans 58 communes sont considérées comme les plus à risque aux inondations.

HAÏTI: 58 communes les plus à risques d'inondations



Source: Direction de la Protection Civile (DPC)

Le phénomène El Niño est évalué comme le plus fort jamais enregistré en 2015, dépassant celle de 1997/98, qui a déclenché une crise humanitaire mondiale ayant tué quelque 23 000 personnes, et a coûté à l'économie mondiale entre 35 et 45 milliards de dollars. D'après plusieurs études, Haïti est le pays le plus touché en Amérique latine, alors que le pays est exposé aux crises de sécurité alimentaire récurrentes liées à des défis structurels importants, une faible production agricole, la dégradation environnementale élevée, et la mauvaise gestion des ressources en eau.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Widlyn Dornevil**, chargé de l'information publique, [dornevil@un.org](mailto:dornevil@un.org), (509) 3702 5182

**Alix Nijimbere**, chargé du reporting humanitaire, [nijimbere@un.org](mailto:nijimbere@un.org), (509) 3702 5790

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles sur <http://haiti.humanitarianresponse.info/> | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)

Rejoignez OCHA Haïti sur les médias sociaux : [@OCHAHaiti](https://twitter.com/OCHAHaiti) | [OCHAHaiti](https://www.facebook.com/OCHAHaiti)